

SENATO DELLA REPUBBLICA

IX LEGISLATURA

(N. 773)

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal Ministro degli Affari Esteri

(ANDREOTTI)

di concerto col Ministro di Grazia e Giustizia

(MARTINAZZOLI)

e col Ministro delle Finanze

(VISENTINI)

(V. Stampato Camera n. 840)

approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 30 maggio 1984

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 5 giugno 1984*

**Ratifica ed esecuzione del secondo protocollo aggiuntivo alla
convenzione europea di estradizione, adottato a Strasburgo
il 17 marzo 1978**

DISEGNO DI LEGGE
—

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il secondo protocollo aggiuntivo alla convenzione europea di estradizione, adottato a Strasburgo il 17 marzo 1978.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data al protocollo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 6 del protocollo stesso.

DEUXIÈME PROTOCOLE ADDITIONNEL À LA CONVENTION EUROPÉENNE D'EXTRADITION

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires du présent Protocole,

Désireux de faciliter l'application en matière d'infractions fiscales de la Convention européenne d'extradition ouverte à la signature à Paris le 13 décembre 1957 (ci-après dénommée « la Convention »);

Considérant également qu'il est opportun de compléter la Convention à certains autres égards,

Sont convenus de ce qui suit:

TITRE I

ARTICLE 1er.

Le paragraphe 2 de l'article 2 de la Convention est complété par la disposition suivante:

« Cette faculté sera également applicable à des faits qui ne sont passibles que d'une sanction de nature pécuniaire ».

TITRE II

ARTICLE 2.

L'article 5 de la Convention est remplacé par les dispositions suivantes:

» (Infractions fiscales).

1. En matière de taxes et impôts, de douane et de change, l'extradition sera accordée entre les Parties Contractantes, conformément aux dispositions de la Convention, pour les faits qui correspondent, selon la loi de la Partie requise, à une infraction de même nature.

2. L'extradition ne pourra être refusée pour le motif que la législation de la Partie requise n'impose pas le même type de taxes ou d'impôts, ou ne contient pas le même type de réglementation en matière de taxes et impôts, de douane et de change que la législation de la Partie requérante".

TITRE III

ARTICLE 3.

La Convention est complétée par les dispositions suivantes:

" (Jugements par défaut).

1. Lorsqu'une Partie Contractante demande à une autre Partie Contractante l'extradition d'une personne aux fins d'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté prononcée par une décision rendue par défaut à son encontre, la Partie requise peut refuser d'extrader à cette fin si, à son avis, la procédure de jugement n'a pas satisfait aux droits minimums de la défense reconnus à toute personne accusée d'une infraction. Toutefois, l'extradition sera accordée si la Partie requérante donne des assurances jugées suffisantes pour garantir à la personne dont l'extradition est demandée le droit à une nouvelle procédure de jugement qui sauvegarde les droits de la défense. Cette décision autorise la Partie requérante soit à exécuter le jugement en question si le condamné ne fait pas opposition, soit à poursuivre l'extradé dans le cas contraire.

2. Lorsque la Partie requise communique à la personne dont l'extradition est demandée la décision rendue par défaut à son encontre, la Partie requérante ne considérera pas cette communication comme une notification entraînant des effets à l'égard de la procédure pénale dans cet Etat".

TITRE IV

ARTICLE 4.

La Convention est complétée par les dispositions suivantes:

" (Amnistie).

L'extradition ne sera pas accordée pour une infraction couverte par l'amnistie dans l'Etat requis si celui-ci avait compétence pour poursuivre cette infraction selon sa propre loi pénale".

TITRE V

ARTICLE 5.

Le paragraphe 1 de l'article 12 de la Convention est remplacé par les dispositions suivantes:

« La requête sera formulée par écrit et adressée par le Ministère de la Justice de la Partie requérante au Ministère de la Justice de la Partie requise; toutefois, la voie diplomatique n'est pas exclue. Une autre voie pourra être convenue par arrangement direct entre deux ou plusieurs Parties ».

TITRE VI

ARTICLE 6.

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe qui ont signé la Convention. Il sera soumis à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. Le Protocole entrera en vigueur 90 jours après la date du dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

3. Il entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire qui le ratifiera, l'acceptera ou l'approuvera ultérieurement, 90 jours après la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

4. Un Etat membre du Conseil de l'Europe ne peut ratifier, accepter ou approuver le présent Protocole sans avoir simultanément ou antérieurement ratifié la Convention.

ARTICLE 7.

1. Tout Etat qui a adhéré à la Convention peut adhérer au présent Protocole après l'entrée en vigueur de celui-ci.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet 90 jours après la date de son dépôt.

ARTICLE 8.

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera le présent Protocole.

2. Tout Etat peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application du présent Protocole, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont il assure les relations internationales ou pour lequel il est habilité à stipuler.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Le retrait prendra effet six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

ARTICLE 9.

1. Les réserves formulées par un Etat concernant une disposition de la Convention s'appliqueront également au présent Protocole, à moins que cet Etat n'exprime l'intention contraire au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, déclarer qu'il se réserve le droit:

a) de ne pas accepter le Titre I;

b) de ne pas accepter le Titre II, ou de l'accepter seulement en ce qui concerne certaines infractions ou catégories d'infractions visées par l'article 2;

c) de ne pas accepter le Titre III, ou de n'accepter que le paragraphe 1 de l'article 3;

d) de ne pas accepter le Titre IV;

e) de ne pas accepter le Titre V.

3. Toute Partie Contractante qui a formulé une réserve en vertu du paragraphe précédent peut la retirer au moyen d'une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe et qui prendra effet à la date de sa réception.

4. Une Partie Contractante qui a appliqué au présent Protocole une réserve formulée au sujet d'une disposition de la Convention ou qui a formulé une réserve au sujet d'une disposition du présent

Protocole ne peut prétendre à l'application de cette disposition par une autre Partie Contractante; toutefois, elle peut, si la réserve est partielle ou conditionnelle, prétendre à l'application de cette disposition dans la mesure où elle l'a acceptée.

5. Aucune autre réserve n'est admise aux dispositions du présent Protocole.

ARTICLE 10.

Le Comité Européen pour les Problèmes Criminels du Conseil de l'Europe suivra l'exécution du présent Protocole et facilitera autant que de besoin le règlement amiable de toute difficulté à laquelle l'exécution du Protocole donnerait lieu.

ARTICLE 11.

1. Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer le présent Protocole en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La dénonciation prendra effet six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

3. La dénonciation de la Convention entraîne automatiquement la dénonciation du présent Protocole.

ARTICLE 12.

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la Convention:

- a) toute signature du présent Protocole;
- b) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;
- c) toute date d'entrée en vigueur du présent Protocole conformément à ses articles 6 et 7;
- d) toute déclaration reçue en application des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 8;
- e) toute déclaration reçue en application des dispositions du paragraphe 1 de l'article 9;
- f) toute réserve formulée en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 9;
- g) le retrait de toute réserve effectué en application des dispositions du paragraphe 3 de l'article 9;

h) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 11 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Strasbourg, le 17 mars 1978, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents.

Pour le Gouvernement de la République d'Autriche:

OTTO MASCHKE

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique:

Pour le Gouvernement de la République de Chypre:

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark:

Pour le Gouvernement de la République française:

Pour le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne:

Pour le Gouvernement de la République hellénique:

Pour le Gouvernement de la République islandaise:

Pour le Gouvernement d'Irlande:

Pour le Gouvernement de la République italienne:

MARCO PISA

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg:

Pour le Gouvernement de Malte:

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:

J.F.E. BREMAN

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège:

IX LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Pour le Gouvernement de la République portugaise:

VICTOR SA MACHADO

Pour le Gouvernement du Royaume de l'Espagne:

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède:

BENGT AKERREN

Pour le Gouvernement de la Confédération suisse:

Pour le Gouvernement de la République turque:

*Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et
d'Irlande du Nord:*

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N. B. — *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nel Protocollo, fra cui il testo in lingua francese qui sopra riportato.*

SECONDO PROTOCOLLO ADDIZIONALE
ALLA CONVENZIONE EUROPEA DI ESTRADIZIONE

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa, firmatari del presente Protocollo,

Desiderosi di facilitare l'applicazione in materia di reati fiscali della Convenzione europea di estradizione aperta alla firma a Parigi in data 13 dicembre 1957 (in appresso chiamata « la Convenzione »);

Considerando altresì che è opportuno completare la Convenzione sotto taluni altri aspetti,

Hanno convenuto quanto segue:

TITOLO I

ARTICOLO 1.

Il paragrafo 2 dell'articolo 2 della Convenzione è completato dalla disposizione seguente:

« Questa facoltà sarà applicabile anche a fatti che sono passibili solo di sanzione di natura pecuniaria ».

TITOLO II

ARTICOLO 2.

L'articolo 5 della Convenzione è sostituito dalle disposizioni seguenti:

”(Reati fiscali).

1. In materia di tasse e imposte, di dogana e di cambio, l'estradizione sarà concessa tra le Parti Contraenti, in conformità alle disposizioni della Convenzione per i fatti che corrispondono, secondo la legge della Parte richiesta, ad un reato della stessa natura.

2. L'estradizione non potrà essere rifiutata a motivo che la legislazione della Parte richiesta non impone lo stesso tipo di tasse o di imposte o non prevede lo stesso tipo di regolamentazione in materia di tasse o di imposte, di dogana e di cambio della legislazione della Parte richiedente”.

TITOLO III

ARTICOLO 3.

La Convenzione è completata dalle disposizioni seguenti:

" (Sentenze contumaciali).

1. Quando una Parte Contraente chiede ad un'altra Parte Contraente l'extradizione di una persona ai fini dell'esecuzione di una pena o di una misura di sicurezza pronunciata con provvedimento reso in contumacia nei suoi confronti, la Parte richiesta può rifiutare l'extradizione a tale fine se, a suo avviso, la procedura del giudizio non ha soddisfatto i diritti minimi della difesa riconosciuti ad ogni persona accusata di reato. Tuttavia, l'extradizione sarà concessa se la Parte richiedente darà assicurazioni ritenute sufficienti per garantire alla persona la cui estradizione è chiesta il diritto ad un nuovo procedimento di giudizio che tuteli i diritti della difesa. Questa decisione autorizza la Parte richiedente a dare esecuzione alla sentenza di cui trattasi se il condannato non propone opposizione, o a perseguire l'estradata in caso contrario.

2. Quando la Parte richiesta comunica alla persona di cui si chiede l'extradizione la decisione pronunciata in contumacia nei suoi confronti, la Parte richiedente non considererà tale comunicazione come una notifica avente effetto ai fini della procedura penale in questo Stato".

TITOLO IV

ARTICOLO 4.

La Convenzione è completata dalle disposizioni seguenti:

" (Amnistia).

L'extradizione non sarà concessa per un reato estinto per amnistia nello Stato richiesto se tale Stato era competente a perseguire il reato secondo la propria legge penale".

TITOLO V

ARTICOLO 5.

Il paragrafo 1 dell'articolo 12 della Convenzione è sostituito dalle disposizioni seguenti:

" La richiesta sarà formulata per iscritto ed indirizzata dal Ministero della giustizia della Parte richiedente al Ministero della giustizia della Parte richiesta; tuttavia non è esclusa la via diplomatica. Un'altra via potrà essere convenuta mediante accordo diretto tra due o più Parti".

TITOLO VI**ARTICOLO 6.**

1. Il presente Protocollo è aperto alla firma degli Stati membri del Consiglio d'Europa che hanno firmato la Convenzione. Esso sarà soggetto a ratifica, accettazione od approvazione. Gli strumenti di ratifica, d'accettazione o d'approvazione saranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

2. Il Protocollo entrerà in vigore 90 giorni dopo la data di deposito del terzo strumento di ratifica, d'accettazione o d'approvazione.

3. Entrerà in vigore nei confronti di ciascuno Stato firmatario che lo ratificherà, lo accetterà o lo approverà successivamente, 90 giorni dopo la data di deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione.

4. Uno Stato membro del Consiglio d'Europa non può ratificare, accettare od approvare il presente Protocollo senza avere contemporaneamente o preventivamente ratificato la Convenzione.

ARTICOLO 7.

1. Ogni Stato che ha aderito alla Convenzione può aderire al presente Protocollo dopo la sua entrata in vigore.

2. L'adesione si effettuerà mediante il deposito, presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa, di uno strumento di adesione che avrà effetto 90 giorni dopo la data del suo deposito.

ARTICOLO 8.

1. Ogni Stato può, all'atto della firma o al momento del deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o d'adesione, designare il o i territori ai quali si applicherà il presente Protocollo.

2. Ogni Stato può, all'atto del deposito del proprio strumento di ratifica, d'accettazione o d'approvazione o di adesione, ovvero in ogni altro momento successivo, estendere l'applicazione del presente Protocollo, mediante dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, ad ogni altro territorio designato nella dichiarazione e di cui assicura le relazioni internazionali o per il quale è abilitato a stipulare.

3. Ogni dichiarazione fatta in virtù del paragrafo che precede potrà essere ritirata, per quanto concerne ogni territorio indicato nella dichiarazione, mediante notifica indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa. Il ritiro avrà effetto sei mesi dopo la data di ricevimento della notifica da parte del Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

ARTICOLO 9.

1. Le riserve formulate da uno Stato concernenti una disposizione della Convenzione si applicheranno anche al presente Protocollo, a meno che tale Stato non esprima l'intenzione contraria all'atto della firma o all'atto del deposito del proprio strumento di ratifica, d'accettazione, d'approvazione o d'adesione.

2. Ogni Stato può, all'atto della firma o all'atto del deposito del proprio strumento di ratifica, d'accettazione, d'approvazione o d'adesione, dichiarare che si riserva il diritto:

a) di non accettare il Titolo I;

b) di non accettare il Titolo II, ovvero di accettarlo soltanto per quanto concerne taluni reati o categorie di reati contemplati all'articolo 2;

c) di non accettare il Titolo III o di accettare soltanto il paragrafo 1 dell'articolo 3;

d) di non accettare il Titolo IV;

e) di non accettare il Titolo V.

3. Ogni Parte Contraente che ha formulato una riserva in virtù del paragrafo che precede può ritirarla mediante dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa che avrà effetto alla data di ricevimento.

4. Una Parte Contraente che ha applicato al presente Protocollo una riserva formulata in merito ad una disposizione della Convenzione o che ha formulato una riserva in merito ad una disposizione del presente Protocollo non può pretendere l'applicazione di tale disposizione da parte di un'altra Parte Contraente; tuttavia, se la riserva è parziale o condizionata, essa può pretendere l'applicazione della disposizione nella misura in cui essa stessa l'ha accettata.

5. Nessun'altra riserva è ammessa alle disposizioni del presente Protocollo.

ARTICOLO 10.

Il Comitato Europeo per i problemi criminali del Consiglio d'Europa seguirà l'esecuzione del presente Protocollo e faciliterà ove necessario il componimento amichevole di ogni difficoltà cui l'esecuzione del Protocollo darà luogo.

ARTICOLO 11.

1. Ogni Parte Contraente potrà, per quanto la riguarda, denunciare il presente Protocollo inviandone notifica al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

2. La denuncia avrà effetto sei mesi dopo la data di ricevimento della notifica da parte del Segretario Generale.

3. La denuncia della Convenzione comporta automaticamente la denuncia del presente Protocollo.

ARTICOLO 12.

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa notificherà agli Stati membri del Consiglio e ad ogni Stato che ha aderito alla Convenzione:

a) ogni firma del presente Protocollo;

b) il deposito di ogni strumento di ratifica, d'accettazione, d'approvazione o d'adesione;

c) ogni data di entrata in vigore del presente Protocollo in conformità ai suoi articoli 6 e 7;

d) ogni dichiarazione ricevuta in applicazione delle disposizioni dei paragrafi 2 e 3 dell'articolo 8;

e) ogni dichiarazione ricevuta in applicazione delle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 9;

f) ogni riserva formulata in applicazione delle disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 9;

g) il ritiro di ogni riserva effettuato in applicazione delle disposizioni del paragrafo 3 dell'articolo 9;

h) ogni notifica ricevuta in applicazione delle disposizioni dell'articolo 11 e la data a partire dalla quale la denuncia avrà effetto.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente all'uopo autorizzati, hanno firmato il presente Protocollo.

FATTO A Strasburgo, il 17 marzo 1978, in lingua francese e inglese, entrambi i testi facendo egualmente fede, in un unico esemplare che sarà depositato negli archivi del Consiglio d'Europa. Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa ne trasmetterà copia munita di certificazione di conformità a ciascuno degli Stati firmatari ed aderenti.

(Seguono le firme)